

le transfert des crédits destinés à la couverture des dépenses du filet social (ICAF-IPSU) concernant les fonctionnaires émargeant au budget de l'Etat, vers la rubrique "action sociale".

la création de structures nouvelles tant au niveau central que local (ministères: habitat, tourisme et artisanat ; services déconcentrés: culture et communication, économie).

le regroupement de certaines structures gouvernementales (culture et communication, enseignement fondamental et secondaire, enseignement supérieur, et recherche scientifique).

l'inscription d'une provision de 10 milliards de DA au niveau du budget des charges communes pour faire face à l'incidence de la révision du régime indemnitaire spécifique au secteur de l'éducation nationale en cours de finalisation au début de l'exercice contrôlé.

Les réalisations enregistrées

Les rémunérations dévolues aux personnels à ce titre ont atteint le montant de 93,914 milliards de DA sur 97,055 milliards de DA de crédits ouverts, soit un taux d'exécution de 97%. A ce propos, il est à signaler l'évolution remarquable des prévisions et des réalisations pour respectivement 19 et 21% par rapport à la gestion précédente. L'ampleur de ces dépenses se remarque également dans la proportion qu'elle occupe dans la structure des moyens de services (58,20%) et dans celles inhérentes aux charges de fonctionnement (33%).

Ces crédits ont principalement été affectés au ministère de l'éducation nationale (à raison de 47,835 milliards de DA soit 49,29%), au ministère de la défense nationale (à hauteur de 19,795 milliards de DA soit 20%), au ministère de l'intérieur (pour 2,928 milliards de DA soit 3,02%) et à la direction générale des impôts (pour 2,404 milliards de DA soit 2,48%).

Il est à observer, par ailleurs, la progression significative des crédits concernant les pensions et allocations (+67% de crédits prévus et 65% en crédits consommés) réalisés à hauteur de 7,803 milliards de DA et celle relative aux charges sociales (+13,62% en prévisions et +16,36% en consommation) dont la dotation a été consommée à hauteur de 21,004 milliards de DA contre 21,886 milliards de DA de crédits prévus (97,97%).

Pour les pensions et allocations, l'enveloppe affectée soit 7,803 milliards de DA a essentiellement été versée à la défense nationale (pour 6,836 milliards de DA soit 87,61%), aux charges communes (pour 860 millions de DA soit 11,06%) et à la DGSN (pour 50,2 millions de DA soit 0,64%).

Les charges communes à ce niveau ont servi le chapitre relatif à la contribution de l'Etat par la constitution des pensions versement fonds spécial de retraite (FSR - SN) pour 800 millions de DA consommées à 98% et à celui correspondant à la contribution de l'Etat au titre des allocations familiales (AF) au profit des fonctionnaires retraités versement à la CNR pour 60 millions de DA consommés en totalité.

Les charges sociales quant à elles (soit + 21 milliards de DA) ont été principalement affectées au ministère de l'éducation nationale (pour 10,484 milliards de DA soit 45%), à la défense nationale (pour 4,672 milliards de DA soit 25%) et à la DGSN (1,632 milliard de DA soit 9%). L'ensemble des revenus octroyés aux travailleurs et à leurs ayants droit représente une part importante des crédits de fonctionnement (soit 42% environ).